09 2002

Le lieu barré du parti

Oliver Marchart

Traduit par Yasemine Vaudable

Dans le programme du congrès, la notion de transversalité est décrite comme étant "une nouvelle pratique ahiérarchique de la mise en réseau, telle qu'elle se développe depuis Seattle, Göteborg et Gênes, avec des contours se dessinant de plus en plus clairement dans un contexte hétérogène de révolte contre la globalisation économique." Outre la *transnationalité* de ces pratiques, l'on renvoie à "leur caractère trans*sectoriel* couvrant plusieurs champs allant de l'activisme politique aux interventions artistiques en passant par la production de théories". L'on assiste donc ici à une transversale qui se meut entre les nations, les différents tribus de la critique de la globalisation et les divers secteurs sociaux pour finalement les relier entre eux. D'emblée se pose la question suivante: Qui trace ces transversales? Qui ou qu'est-ce qui relie activisme, théorie et art? Comment est-il possible de les relier, au juste? Comment "croiser" entre eux ces "nouveaux mouvements ahiérarchiques"?

Le problème inhérant à une notion telle que la transversalité est qu'elle feint être déjà la réponse à cette question, alors qu'au contraire, elle la soulève justement: à savoir la question de la *forme d'organisation*. Elle est à la base de tous les problèmes: en effet, rien de plus facile que de conjurer la notion de la mise en réseau, mais

qu'en est-il de son organisation? Dans l'optique des théories actuellement à la mode, l'on aurait aujourd'hui tendance à se référer aux ouvrages de Deleuze/Guattari et de Negri/Hardt, qui ne présentent néanmoins aucune réponse à cette question de la forme d'organisation: chez les hippies d'antan Deleuze et Guattari l'on assiste à une prolifération quasiment naturelle des transversales (d'où Deleuze/Guattari prennent tant de goût à utiliser des métaphores botaniques et géologiques) qui ne doivent dès lors pas être organisées. Il en va de même pour Hardt et Negri, même si leur Bestseller *Empire* est généralement perçu, à tort, comme réponse.

Pour Hardt et Negri le sujet révolutionaire - à qui il imcomberait donc de relier les droites - c'est le prolétariat intellectuel du travail immatériel. Cependant, ce "prolétariat" n'est pas organisé et s'inscrit encore moins dans une structure d'organisation politique. Au contraire, il est constitué d'une foule de monades souriantes assurant la prestation de services ("service with a smile") ou de spécialistes en télécommunication trouvant leur bonheur dans leur conscience d'actionnaire, que Hardt/Negri qualifient de manière euphémistique de multitude. Chez Hardt et Negri il y a un certain automatisme secret, qui, sans trop de façons, fait de cette nouvelle "intelligence de masse" un sujet politique. Mais personne ne sait comment cela fonctionnerait réellement. La façon de relier entre eux et par là-même d'organiser des travailleurs immatériels isolés en une force politique n'est même plus examinée ni conceptualisée, mais reste simplement une notion célébrée du terme poétique de multitude. Le thème de notre conférence se voit interprété de manière similaire: transversale signifierait une ligne qui ne doit pas nécessairement relier des éléments entre eux. Une fois de plus, l'on passe donc sous silence le problème de la forme d'organisation, puisqu'il n'y a de toute façon rien à organiser. Le problème chez

des théoriciens comme Deleuze, Guattari, Negri et Hardt est qu'aucun d'eux n'argumente; ils chantent plutôt: ils se perdent dans des dédales d'allusions et d'indices poétiques, dans une conjuration poétisante d'un nouveau sujet politique. Katja Diefenbach dit à juste titre: "Incroyablement kitsch, mais charmant". L'on pourrait aussi dire au lieu de charmant: de bonne intention. Et la bonne intention ne peut guère être mise en doute chez l'une ou l'autre des stars. Toutefois, il est quand même très surprenant de voir, qu'effectivement, tout un milieu de militants politiques suit des cours de catéchisme en ce type de chants plutôt poétiques que politiques (guère surprenant d'ailleurs, puisque ce sont justement ces militants qui refusent par principe les formes d'organisation politiques institutionnalisées).

La logique de l'argument dénué d'argumentation de Hardt et Negri est la suivante. Ils constatent un problème: nous vivons à l'ère du postfordisme, dans laquelle chacun se transforme en une petite monade d'auto-exploitation, ce qui engendre de la désolidarisation, de l'individualisation etc. Ils ne répondent cependant pas à ce problème en proposant des solutions. Bien au contraire, ils avancent une supposition astucieuse: le problème *est en fait la solution-même*. Autrement dit, les nouvelles petites monades de chacun-son-propre-petit-entrepreneur-d'auto-exploitation *constituent le nouveau sujet révolutionnaire*. Elégant. Le problème était d'ores et déjà la solution. Bon. Alors la révolution est assurée.

Il y a néanmoins un petit défaut. Le problème n'est pas la solution, mais le problème est le problème. Le manque de volonté voire l'incapacité typique de l'individu du marché d'aller au delà de ses propres intérêts se répète au niveau politique, sous forme d'incapacité d'aller au delà de son opinion personnelle à propos de tel ou tel sujet (se transformant parfois en une indignation personnelle) afin de l'intégrer dans une conception du monde, qui

ne cherche pas à récolter ça et là des convictions mais entend plutôt intégrer et universaliser ces dernières. L'on vit plutôt dans le phantasme de l'individualisme du marché, selon lequel l'on peut choisir au cas par cas sa propre opinion politique à propos de telle ou telle question pour ensuite agir quand on veut. Aussi bien le soi entrepreneur que le soi consommateur se transforme dès lors en le modèle à suivre pour le soi politique, au sens de shopping de convictions et de disponibilité à l'engagement selon le cas.

A cette idée s'oppose la conviction de la gauche traditionnelle qui n'est pas nécessairement fausse et selon laquelle politique rime avec collectif et non avec individuel. C'est dans ce sens que se comprend la phrase de Lénine, selon laquelle il n'y a pas de politique sans masses. L'on notera ici la chose suivante: Lénine n'a pas dit qu'il n'y a pas de politique sans multitudes ou sans lignes de fuite transversales. Il n'a jamais dit non plus qu'il n'y a pas de politique sans cristallisations de désirs singulières, dénuées de sujet et allant de pair avec des effets de déterritorialisation. Il ne s'agit pas non plus d'une libération transversale de la ligne de sa subordination au point (il s'agit bien plus de libérer les masses, qui deviennent ainsi aussi bien sujets qu'objets de la politique). Bref, Lénine n'a pas dit qu'il n'y a pas de politique sans multitude et sans transversales. Il a dit qu'il n'y a pas de politique sans masses.

C'est là une supposition guère poétique et assez pauvre en charme. Et pourtant cette phrase ne signifie pas nécessairement des rassemblements de masses mouvementées mais quelque chose de beaucoup plus prosaïque, du moins interprétée comme suit: toute politique aspirant à l'efficacité et à un certain objectif doit remplir deux conditions: elle doit être a) collective (et non individualiste) et b) organisée, à condition que cette collectivité soit réellement une collectivité et non pas un tas d'individus (donc précisément pas une multitude, pas une simple foule), sans quoi il ne s'agit pas de

faire de la politique mais de se confier à des lois économiques qui font de la politique pour nous et prétendent garantir que le problème est déjà la solution, comme cela est le cas chez Negri et Hardt.

Bref, la poésie théorique de Hardt/Negri et de Deleuze/Guattari fait disparaître de vue toute idée sensée d'organisation et finalement aussi de capacité d'action. Car finalement, la "multitude" de groupes et de groupuscules d'opposants de la globalisation ne parviendra pas d'elle-même à une efficacité politique, mais bien à condition de s'organiser, autrement dit, à travers la construction d'une "volonté collective" pour utiliser les termes de Gramsci. Pour des spontanéistes comme H/N et D/G, cela signifie déjà d'invoquer le diable. En effet, pour Gramsci cette notion ne voulait rien dire d'autre que *le parti* - et c'est justement *contre* cette forme classique de parti avec toute sa structure d'obéissance des cadres, sa bureaucratie, son auto-institutionalisation etc. que se sont insurgés les mouvements sociaux autrefois (et ils n'avaient pas tort). J'irais même jusqu'à supposer que c'est à la forme classique de parti que s'opposent implicitement des concepts tels que la multitude et la transversalité. C'est le parti qui les sous-tend en quelque sorte tel un négatif , dont ils se démarquent, même là où il n'est pas thématisé.

C'est justement là que réside le problème de telles approches, car en parlant de la forme d'organisation de parti elles rejettent en même temps *toute* question d'organisation. Tandis qu'auparavant, la forme de parti s'articulait suivant le modèle de l'unité le long de la "ligne du parti", l'on assiste aujourd'hui à l'avènement de la proposition opposée qui consiste à célébrer la multitude qui, elle, ne connaît aucune ligne: il n'y a aujourd'hui plus que d'innombrables petits points. Autrement dit, chaque individu est son propre parti préféré, il est le seul à tout savoir et agit *à la carte*

en matière de politique, se constituant ainsi lui-même sa ligne du parti personnelle après avoir opéré son choix dans un éventail allant de Amnesty à Tute Bianche. Bien sûr il n'est pas possible de sauver "le parti" sous sa forme léniniste ou encore bourgeoise. Pour la politique émancipatrice, le lieu "du parti" est aujourd'hui un lieu de vacuité – mais *en tant que lieu, il n'a pas disparu*, car la question d'une forme d'organisation durable et capable d'universalisation, allant au-delà d'une simple politique d'enjeux singuliers et rassemblant les gens partageant une même conception du monde et pas seulement l'amour ponctuel des baleines ou des phoques, est et reste à l'ordre du jour (même si elle ne cesse d'être, presque indéfiniment, reportée). Peut-être pourrait-on dire que le lieu du parti est *croisé/barré* (*durchkreuzt*)[1] par des mouvements sociaux sans pour autant disparaître. Et peut-être que cette façon *de croiser/barrer* qui *tire un trait sur la forme de parti*, sans par là même la rejeter totalement, constitue la définition plus appropriée de la notion de transversalité.

Appliquée à la situation autrichienne, "transversal" signifierait alors par exemple "croiser" la politique des partis du SPÖ (parti social-démocrate) et des Verts, dits d'opposition. Bien entendu: croiser n'est pas combattre. (Il serait d'ailleurs incompréhensible de lutter contre une opposition, qui de toute apparence est elle-même son pire ennemi.) "Croiser" signifierait dès lors effectivement autre chose: cela signifierait la confrontation des partis d'opposition à eux-même, à leur propre anxiété et à la manière dont leur politique s'introduit dans la familiarité ("déficit nul dans la constitution"), la mise sous pression par l'extérieur, autant que possible. Cela signifierait que l'on rappelle à l'ÖGB (Association des Syndicats d'Autriche) qu'elle est, conformément à ses statuts, une organisation de lutte et non la queue remuante d'un gouvernement glapissant - et non pas non plus une sous-organisation du Syndicat

Patronal. Et cela signifierait que l'on garde, certes, le lieu "du parti" même vide, mais que l'on trouve *en même temps* des formes d'organisations plus durables pour une opposition libre, qui ne veut justement pas fusionner avec les partis établis.

La rhétorique du kitsch des Deleuziens et des Négristes - qui, de nos jours, semble malheureusement dominer le discours politique radical - vient par contre s'inscrire par dessus le lieu d'absence du parti tout en le collant. Elle ne le garde pas vide mais le rend invisible: elle fait comme si la forme d'organisation ne posait pas de problème, comme si le problème était déjà la solution. Cependant le problème *reste* un problème. Car la capacité d'action dépend de l'organisation. Et l'organisation n'est pas une forme quelconque de *get-together*, mais implique une série de critères définissable. Pour conclure je voudrais aborder quatre de ces critères indispensables à une forme d'organisation politique efficace:

1. *L'universalisation*. L'on entend par là l'organisation de positions et d'intérêts particuliers sous forme d'un projet politique universel. Prenons l'exemple d'Attac. La critique souvent formulée à l'encontre de ce mouvement par la gauche est l'inscription tendencielle des exigences économiques dans le courant général. Cependant, le vrai problème réside justement dans l'autolimitation aux exigences économiques, qui font d'Attac une sorte de Greenpeace pour l'économie. Il est vrai qu'un mouvement visant à trouver un retentissement public important et capable de s'universaliser doit, au début, se concentrer sur certains domaines thématiques, mais un jour ou l'autre se pose la question de la forme d'organisation. Et c'est là que doit se situer finalement le choix entre deux modèles (dont c'est un portrait idéal-typique qui est ici dépeint): syndicat ou parti. Autrement dit, soit l'on se limite à la représentation corporatiste des intérêts particuliers d'un groupe dans un certain domaine politique comme celui de l'économie (avec

tous les moyens qui s'y prêtent, mais le plus souvent à travers des négociations), soit l'on outre-passe les intérêts particuliers pour s'orienter vers une perspective universaliste, fondée sur une conception du monde qui peut prendre position par rapport à toute sorte de problèmes sociaux et le fait (et c'est justement cela qui caractérise la forme de parti). Rien ne fait plus l'objet d'une certaine crainte pour Attac que de faire le pas vers le parti - et pourtant, à long terme, si la pression exercée sur le champ politique dans lequel Attac agit ainsi que sur les autres partis doit être maintenue, un tel pas semble guère évitable dans la logique de ce champ. L'on en arrive ainsi au deuxième critère:

2. *La synthétisation*. L'époque de l'idéologie connaît une mauvaise presse, mais ce qui a véritablement été jeté par dessus bord à cause de cela, c'est *toute* capacité de synthétisation des positions politiques. Le mérite de la forme de parti était de donner à une conception politique du monde une forme d'organisation. Avec la disparition de cette forme, la notion de conception du monde a, elle aussi, disparu. Une conception du monde est une prise de position politique qui synthétise des problèmes de tout genre et les inscrit donc dans un horizon commun. Cela implique toujours, bien entendu, le danger de banalisation et de simplification, lorsque des problèmes ne sont pas inscrits dans un horizon commun mais plutôt réduits à une seule cause. Ce que les différentes conceptions du monde apportent de positif, c'est la *dés-individualisation*. Bien sûr le parti n'a pas toujours raison, mais la conclusion inverse de la bourgeoisie qui domine aujourd'hui au sein de la gauche, et selon laquelle l'opinion individuelle (dont le renchérissement aboutit à la "conviction" individuelle) a toujours raison, est tout aussi peu valable. Si dès lors universaliser signifie que l'on rend des positions particulières accessibles à ceux, pour qui les problèmes résident peut-être ailleurs, synthétiser signifie qu'il n'en résulte pas un

patchwork quelconque mais un horizon progressiste qui adapte des positions des plus différentes les unes aux autres (concernant l'économie, l'égalité des droits, la culture, etc.), les relie entre elles de manière sensée, les inscrivant ainsi dans l'horizon d'une conception du monde.

3. *La dés-individualisation*. L'orientation selon une ligne de parti, à laquelle chaque membre du parti doit se subordonner est conçue, par la gauche aussi, comme une un affront horrible dans les conditions d'individualisation postfordistes. Si cette subordination se fait par la contrainte, il y a lieu d'être sceptique. Nous en sommes cependant bien loin aujourd'hui. Un appareil de pouvoir staliniste reposant sur la domination d'un seul parti n'est nulle part en vue. Et pourtant rien de plus irritant pour la monade politique actuelle que l'image de ces apparatchiks, aux yeux desquels "le parti" prime sur leur soi-disant "conscience individuelle". Le fait que l'engagement politique puisse être au service d'une conception du monde dépassant la chimère de la "conscience individuelle" est perçu comme une menace totalitaire. En effet, l'organisation s'accompagne toujours de la dés-individualisation, sans laquelle elle ne peut pas exister. Certes, une version de la dés-individualisation sous forme de parti n'est peut-être pas aussi possible aujourd'hui qu'elle ne l'était dans les années 50 - les évolutions réelles portent à croire que ce n'est pas le cas (ici l'analyse de Hardt et Negri est tout à fait correcte) -, mais inversement, aucune forme d'organisation politique dont chacun des membres insiste sur sa propre opinion n'est concevable non plus (l'idée de l'assemblée démocratique de base ou de l'assemblée démocratique auto-organisée est, elle aussi, problématique, dans la mesure où elle suit l'idée crypto-habermasienne, selon laquelle le dialogue infini des opinions personnelles aboutit à un moment ou un autre à l'opinion globale valable par un consensus). L'on doit donc chercher de nouvelles

formes (d'organisation) de dés-individualisation progressiste. Et dans cette recherche aussi le parti doit rester présent *en tant qu'entité justement absente.*

4. *La permanentisation*. Ce qui constitue finalement un argument pragmatique fondamental pour des formes d'organisation stables est leur durabilité – représentant un effet de la dés-individualisation. Un individu s'engage un peu dans la politique et retourne ensuite à sa vie professionnelle ou à sa vie privée. Une organisation continue d'exister, même lorsque l'un ou l'autre de ses membres en prennent congé temporairement. Cela dote son travail d'une certaine continuité, que l'engagement d'individus isolé ou l'engagement collectif ponctuel, se rapportant à l'une ou l'autre cause, ne peut assurer. A la différence d'individus et de groupuscules auto-organisés, elle fonctionne aussi lorsque l'un ou l'autre de ses membres ressent le besoin de se ressourcer et que la grande réussite n'apparaît pas immédiatement. La forme d'organisation donnée prévient donc la perte d'universalisation et la retransformation de l'organisation en des monades mortelles. Elle fait de la politique quelque chose de durable.

Lorsque l'on veut réfléchir sur des formes d'organisation, ces concepts formulent des conditions qui ne sont peut-être pas suffisantes mais nécessaires. A quoi servirait alors la notion de transversalité – sinon à constituer l'impulsion donnée à une réflexion sur des formes d'organisation et de capacité d'action?

---

[1] Le mot allemand "durchkreuzen", dérivé de "kreuzen" ("croiser"), peut signifier aussi bien "croiser" que

"barrer" (un mot, des intentions, etc.) ou encore "traverser". Le texte joue sur ces significations [ndlr].